

Les « Amis du peuple syrien » se réunissent à Istanbul

jeudi 5 avril 2012, par [Jean Marcou](#)

N'essayez pas, chères lectrices et chers lecteurs, de suivre de trop près la politique étrangère de la Turquie, vous risqueriez d'attraper un torticolis ! Au milieu de la semaine dernière, un Recep Tayyip Erdoğan compréhensif s'était entendu dire, à Téhéran, par les principaux dirigeants de la république islamique que l'Iran soutiendrait jusqu'au bout le régime de Damas et qu'il s'opposerait catégoriquement aux « *ingérences extérieures* » dans la crise syrienne. Le chef du gouvernement turc n'en avait pourtant pas moins conclu qu'une possible convergence de vues existait entre Ankara et Téhéran sur la question syrienne, imaginant même la tenue d'élections libres (cf. nos éditions des 30 mars 2012 : [Déplacement peu convaincant de Recep Tayyip Erdoğan en Iran](#) et 31 mars 2012 : [Relations Turquie-Iran : entre l'idéalisme du bon voisinage et la réalité des rapports de force.](#)).

Dimanche 1^{er} avril 2012, Recep Tayyip Erdoğan a ouvert à Istanbul la seconde conférence des « Amis du peuple syrien », et il n'a pas mâché ses mots à l'égard du régime de Bachar el-Assad : « *Il n'est pas possible pour nous de soutenir un plan qui aiderait à se maintenir au pouvoir un régime qui opprime son peuple... Je dois dire que si le régime syrien ne met pas en œuvre le plan Annan, les Nations-Unies auront l'inévitable obligation de mettre un terme au massacre... Si le Conseil de sécurité renonce à prendre ses responsabilités, la communauté internationale devra accepter le droit des Syriens à se défendre...* » Dans le sillage de cette prise de position claire, la conférence des « Amis du peuple syrien », a apporté son soutien au plan Annan, en souhaitant assortir cet appui d'un délai de mise en œuvre. Elle a également reconnu le CNS (*Conseil National Syrien*) comme « *représentant légitime de tous les Syriens* ».

En dépit de l'apparent succès de cette conférence, qui a rassemblé 82 États et plusieurs organisations internationales (*la Ligue arabe, l'Union européenne, l'Organisation de la Conférence islamique, le Conseil de coopération du Golfe et l'Union africaine*), l'équation syrienne reste particulièrement complexe pour la Turquie, qui se sent en première ligne et, malgré tout, de plus en plus seule face à une crise qui ne paraît pas en voie de s'achever. Car, il ne faut pas oublier qu'à Istanbul, dimanche, un certain nombre d'acteurs majeurs du drame syrien brillaient par leur absence ! La Chine et la Russie étaient invitées, mais leur attitude récente a bien montré en fait le caractère illusoire des bonnes intentions qu'elles ont paru manifester en approuvant le plan Annan, au Conseil de sécurité. L'Iran, qui bien sûr n'était pas invité, n'en reste pas moins un maillon-clé de cette crise, car on sait que la République islamique reste le meilleur appui direct du régime de Damas. Enfin, il ne faut pas oublier qu'Israël, dont personne ne parle, redoute un changement de régime en Syrie et ne le souhaite donc pas... Ironie du sort, une quarantaine de « *sbires* » du régime de Bachar el-Assad, qui lui aussi n'avait pas voix au chapitre, se sont rappelés au souvenir des organisateurs, en tentant d'organiser « *une manifestation* » en sa faveur à Istanbul, dimanche, aux abords du lieu où avait lieu la conférence...

Face à ces alliances et à ces conjonctions d'intérêts objectifs, la Turquie est en fait de plus en plus inquiète. Une guerre civile larvée affecte déjà un voisin avec lequel elle a 800 km de frontières. Si elle apporte un soutien trop prononcé à la résistance syrienne, Damas pourrait s'inviter à nouveau dans la question kurde, en renouant des liens actifs avec le PKK. Cette situation a en outre des conséquences sur le développement économique des provinces du sud-est de la Turquie où, par ailleurs, 20 000 Syriens, fuyant la répression, ont trouvé refuge, sans acquérir pour l'instant le statut officiel de « *réfugié* ».

Aux prises avec ce guêpier syrien, Ankara a eu tout loisir, depuis un an, de faire l'expérience de

l'impuissance déprimante des organisations régionales. L'Union européenne, inexistante depuis le début des printemps arabes, a démontré, s'il en était encore besoin, l'inefficacité des nouveaux outils diplomatiques du Traité de Lisbonne. Quant à la Ligue arabe, sur laquelle beaucoup ne nourrissaient que peu d'illusions, elle a été obligée, sous le feu des critiques, de mettre un terme à la mission de plus en plus ambiguë qu'elle avait déployée en Syrie au début de l'année 2012. Son dernier sommet, le 29 mars, à Bagdad, qui a réitéré un soutien au peuple syrien, a été surtout marqué par des divisions entre Chiites et Sunnites.

Pour gérer le dossier syrien, mieux vaut donc sans doute compter sur les Etats... La forte convergence turco-américaine actuelle s'est confirmée à Istanbul, le 1^{er} avril, lors de la conférence des « *Amis du peuple syrien* », qui a été marquée par la présence d'Hillary Clinton et les entretiens qu'elle a pu avoir, en marge des débats, avec Recep Tayyip Erdoğan. Mais il est peu probable les Etats-Unis, déjà en retrait en Libye, prennent des initiatives saillantes, alors même que des élections présidentielles ont lieu à la fin de cette année. Au moins auront-ils gratifié la diplomatie turque d'un demi-succès diplomatique, en confirmant, un jour avant la conférence de dimanche, qu'Istanbul accueillera bien, le 13 avril prochain, la conférence 5+1 qui doit relancer les négociations avec l'Iran pour tenter de trouver une issue au dossier nucléaire. La France, qui a tenu une place historique dans la région, a accepté de mettre en place un groupe de travail chargé de rendre plus effectives les sanctions décidées à l'encontre de Damas. Elle devrait, en outre, accueillir la prochaine conférence des « *Amis du peuple syrien* ». Mais elle est, elle aussi, en pleine période électorale, et ses relations avec la Turquie ont été endommagées par la récente affaire de la loi pénalisant le génocide arménien. Par ailleurs, si les États « *Amis du peuple syrien* » s'accordent pour soutenir financièrement l'opposition syrienne de façon significative, ils divergent sur la nature de cette aide. Les pays occidentaux, échaudés par leur expérience afghane, sont notamment opposés à l'octroi d'une aide militaire aux rebelles syriens, alors que l'Arabie Saoudite et le Qatar la souhaitent...

Face à la complexité et aux incertitudes de la crise syrienne, la diplomatie turque, qui avait tablé l'an passé sur une fin prochaine du régime de Bachar el-Assad, va donc devoir s'armer de patience et inscrire son action dans la durée.

Sources

Article original publié sur le blog de l'OVIPoT le lundi 2 avril 2012 sous le titre : « [Les « Amis du peuple syrien » se réunissent à Istanbul](#) »